

Investir aujourd'hui
dans les personnes
et les idées pour
un avenir meilleur



**Universités
Canada.**

Mémoire prébudgétaire
Présenté par Universités Canada
6 octobre 2022



Universités Canada exhorte le gouvernement à :

Recommandation 1 :

Attirer, former et retenir les meilleurs talents et idées :

- en investissant dans la recherche aux cycles supérieurs et au postdoctorat afin d'attirer, de cultiver et de retenir les meilleurs talents canadiens et étrangers, et de remédier au sous-investissement auquel a fait face toute une génération de jeunes chercheurs canadiens les plus prometteurs;
- en veillant à ce que les diplômés et les travailleurs possèdent les compétences dont le Canada a besoin en multipliant les possibilités d'apprentissage continu et d'apprentissage intégré au travail;
- en consolidant la position du Canada comme destination prisée par le talent mondial en réduisant le délai de traitement des permis d'études et de travail des étudiants et des professeurs.

Recommandation 2 :

Assurer la prospérité grâce à la recherche et à l'innovation :

- en renforçant les liens entre les universités et les partenaires étrangers, la société civile et le secteur privé afin de favoriser la collaboration internationale en matière de recherche, la mobilisation des connaissances et la commercialisation;
- en poursuivant sur la voie de l'excellence inclusive par la création de 1 000 nouvelles chaires de recherche du Canada et le financement des coûts associés, tout en visant l'amélioration de l'égalité raciale et des genres;
- en appuyant les personnes autochtones grâce à de nouveaux investissements dans le Programme de bourses d'études supérieures du Canada pour étudiants autochtones, en continuant de renforcer les capacités de recherche menée par des personnes autochtones et en éliminant les obstacles.

Recommandation 3 :

Outiller les universités canadiennes afin qu'elles puissent résoudre des problèmes locaux et mondiaux :

- en élargissant les critères d'admissibilité des programmes de financement de l'infrastructure, en simplifiant les programmes existants et en faisant en sorte que les universités puissent se prévaloir des nouveaux programmes, qu'ils soient axés sur la lutte contre les changements climatiques, la transition vers le numérique ou l'accessibilité, y compris les programmes de financement pour les logements étudiants;
- en améliorant l'accès des étudiants aux services de santé mentale sur les campus en aidant les universités à accroître leur offre de services et en embauchant du personnel qualifié.



Introduction

Le monde d'aujourd'hui est plus interconnecté, concurrentiel et fragile que jamais. Comme l'ont montré la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, les changements climatiques et la pénurie de main-d'œuvre sans précédent, le Canada n'est pas à l'abri des répercussions.

Les employeurs canadiens peinent à trouver des travailleurs hautement qualifiés, alors que les travailleurs des secteurs vulnérables, inquiets de ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins, cherchent à se perfectionner et à se recycler.

Le Canada a besoin de talent et ne peut se permettre d'accuser du retard par rapport aux autres pays. Le contexte oblige à faire preuve d'innovation pour faire concurrence à l'échelle mondiale afin d'assurer la prospérité et la pérennité du pays.

La solution consiste à investir dans les personnes et les idées. Avec une main-d'œuvre composée de personnes d'origines diverses, capables de s'adapter et qui travaillent en vue de faire des découvertes, d'innover et de commercialiser de nouvelles idées, le Canada peut réussir.

Le prochain budget fédéral est donc un tournant important dans un monde concurrentiel et en pleine transformation. Des pays comparables et des concurrents étrangers investissent dans la recherche et élaborent de nouvelles politiques en matière d'innovation, alors que les récents investissements du Canada diminuent ou arrivent à terme. Le Canada ne peut pas être complaisant.

Les universités peuvent contribuer à la prospérité future du Canada en attirant et en formant des apprenants tout au long de leur vie, en menant des travaux de recherche qui stimulent la croissance économique grâce à l'innovation ainsi qu'en conservant et en mettant à profit la réputation bien méritée du pays en matière d'excellence inclusive.

Universités Canada est heureuse d'avoir la possibilité de présenter au Comité permanent des finances de la Chambre des communes ses recommandations sur les manières d'outiller les universités pour qu'elles puissent continuer de se mettre au service du Canada. Une importante occasion de faire des investissements transformateurs pour l'avenir du Canada se présente, et les universités sont prêtes à répondre aux besoins du pays.



Renforcer le rôle du Canada comme un chef de file mondial en matière de talent

Le monde entier se livre une concurrence féroce pour le talent. Au Canada, le nombre de postes vacants, qui se chiffre à plus d'un million dans tous les secteurs de l'économie, n'a jamais été aussi élevé que cette année¹. Le nombre de postes vacants aux États-Unis², au Royaume-Uni³ et en Australie a également atteint des sommets inégalés au printemps dernier⁴.

Selon une étude du Conference Board du Canada, le coût associé aux emplois vacants en 2020 s'élevait à 25 milliards de dollars, et ce chiffre continue de grimper compte tenu de la demande croissante. Parallèlement, la Banque Royale du Canada estime que 15 % de la population active subira des perturbations au cours de la prochaine décennie, lors de la transition vers une économie carboneutre.

Les pays qui réussissent le mieux à composer avec la pénurie mondiale de main-d'œuvre connaîtront ensuite la prospérité et la croissance, mais pour combler le manque de talent, le Canada doit accroître ses investissements dans les personnes et les idées.

Lorsqu'on le compare à des pays semblables, le Canada se classe à un rang élevé pour ce qui est du nombre de personnes ayant terminé des études postsecondaires. Toutefois, seuls 10 % des Canadiennes et des Canadiens âgés de 25 à 34 ans ont terminé des études aux cycles supérieurs, soit une proportion beaucoup plus basse que chez les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont la moyenne se chiffre à 15 %⁵.

Cette donnée n'est pas surprenante compte tenu de la baisse du financement accordé aux étudiants à la maîtrise et au doctorat au Canada. Le financement de la recherche aux cycles supérieurs par le biais du Programme de bourses d'études supérieures du Canada n'a pas augmenté depuis 2002, ce qui signifie que le sous-investissement qu'a subi toute une génération a réduit de moitié la valeur réelle des bourses de recherche fédérales, alors que le nombre d'étudiants aux cycles supérieurs a doublé. Une hausse importante à la fois du nombre de bourses ainsi que de leur valeur est nécessaire pour attirer et retenir la prochaine génération de chercheurs canadiens et les meilleurs talents mondiaux.

Le Canada doit également faire en sorte que les employeurs puissent faire appel aux talents canadiens et étrangers possédant les compétences nécessaires pour réussir dans le marché du travail.

Veiller à ce que les travailleurs canadiens acquièrent les compétences dont ils ont besoin doit figurer au sommet des priorités du gouvernement et se faire par le biais d'une démarche fondée sur les stratégies précitées, qui met l'accent sur l'apprentissage continu et l'apprentissage intégré au travail, favorise l'équité, la diversité et l'inclusion, et promeut la réconciliation.

¹ Statistique Canada, « Le Quotidien : Emploi, rémunération et heures de travail, et postes vacants, mars 2022 », 26 mai 2022.

² US Bureau of Labour Statistics, « Job Openings and Labor Turnover Survey News Release », 3 mai 2022.

³ Office for National Statistics, « Vacancies and Jobs in the UK: April 2022 », 12 avril 2022.

⁴ Australian Bureau of Statistics, « Job Vacancies, Australia », 31 mars 2022.

⁵ Organisation de coopération et de développement économique, « Education at a glance 2019 ».



Selon les résultats de sondages réalisés par le Conseil canadien des affaires et la Table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur, il faudra près d'un quart de million de diplômés en sciences, technologie, génie et mathématiques en Ontario seulement pour pourvoir des postes dans des secteurs à forte croissance. En outre, plus d'employeurs que jamais recherchent des employés qui possèdent des compétences que les universités permettent d'acquérir, comme l'esprit critique et la capacité à résoudre des problèmes.

Des investissements dans l'apprentissage continu et l'apprentissage intégré au travail, ainsi que des politiques en la matière, seront essentiels pour remédier à la pénurie de talent. Les universités canadiennes sont bien placées pour être des chefs de file grâce à leurs avantages uniques. L'excellence en recherche leur permet de mettre les dernières connaissances à la disposition des étudiants, et les relations qu'elles tissent avec les étudiants, les diplômés et les professeurs leur permettent de communiquer avec eux à tout moment dans leur carrière.

Universités Canada appuie également les appels d'organisations nationales autochtones visant un soutien accru afin d'améliorer l'accès des membres des Premières Nations, des Inuits et des Métis à l'éducation postsecondaire, et de favoriser leur réussite. Selon l'édition de 2022 de la Stratégie économique nationale pour les Autochtones au Canada, si les personnes autochtones avaient les mêmes possibilités d'apprentissage et de formation que les allochtones, la productivité accrue qui en résulterait se traduirait par un revenu supplémentaire annuel de 8,5 milliards de dollars pour les peuples autochtones.

Attirer et retenir les meilleurs talents étrangers est un autre défi que le Canada doit relever. La réputation du Canada sur la scène internationale est compromise chaque fois qu'un étudiant prometteur dont la demande d'admission dans une université canadienne est acceptée choisit d'étudier ailleurs en raison des longs délais de traitement des demandes de visa. L'énorme perte qu'en subissent les universités canadiennes et le pays est multipliée par le nombre d'années d'études qui auraient pu être entreprises au Canada.

Il est impératif que le gouvernement consacre sans tarder des ressources afin de réduire les délais de traitement des permis d'études. À l'heure où des pays comparables comme le Royaume-Uni facilitent l'accès des étudiants étrangers et des nouveaux diplômés les plus brillants à la résidence, aux études et aux emplois sur leur territoire, les étudiants ont de la difficulté à entrer au Canada. Le Canada ne peut se permettre de fermer la porte et de prendre du retard.

Les perturbations ayant affecté les étudiants étrangers durant la pandémie ont donné l'occasion au Canada de diversifier les pays ciblés par ses mesures liées à l'immigration ainsi qu'au recrutement et à la rétention d'étudiants étrangers. Le Canada doit également accroître les investissements dans la Stratégie en matière d'éducation internationale ainsi qu'élargir la portée et accélérer la mise en œuvre d'initiatives existantes pour augmenter son rayonnement mondial. Il doit notamment lever les obstacles à l'obtention de visas de travail, qui empêchent trop souvent les étudiants étrangers de vivre des expériences d'apprentissage intégré au travail.



Assurer la prospérité grâce à des investissements dans la recherche et les idées

Pour attirer les meilleurs talents, il faut que le financement de la recherche soit concurrentiel à l'échelle mondiale.

Investir dans la recherche, même lorsque la commercialisation des travaux n'est pas garantie, favorise l'épanouissement des personnes et le développement des idées. Le financement fédéral de la recherche fondamentale se traduit par un pays qui attire, forme et retient les personnes les plus talentueuses qui contribueront à stimuler l'économie canadienne grâce à l'innovation.

Le Canada a profité d'investissements antérieurs dans la recherche axée sur la découverte, mais il ne peut pas simplement continuer à tenter de récolter les fruits de ces investissements.

En 2021, un rapport de l'OCDE révélait la possibilité que le Canada accuse du retard par rapport à d'autres économies avancées au cours de cette décennie en raison d'un taux de croissance du PIB réel par habitant de seulement 0,7%. Il est également attendu que de 2030 à 2060, la croissance de la productivité du Canada sera la plus faible parmi les économies avancées⁶.

Des pays comparables investissent fortement dans la recherche et le développement (R-D), y compris la recherche universitaire, en tant que principal moteur de la croissance économique. Par exemple, l'Allemagne prévoit d'augmenter ses investissements dans la recherche de 3,5% de son PIB d'ici 2025, le Royaume-Uni, de 2,4% de son PIB dans le cadre de sa réorientation vers l'éducation et l'innovation, et la Finlande, de 4% de son PIB d'ici 2030.

En revanche, en 2020, le Canada a seulement consacré 1,7% de son PIB à la R-D et n'a pas fixé de cible. Le pays a l'occasion d'actualiser sa vision de la recherche universitaire et d'investir de manière accrue et stable dans l'écosystème de recherche. La recherche universitaire demeure l'un des meilleurs outils pour façonner l'avenir du Canada et permettre aux travailleurs d'acquérir les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour réussir dans une économie axée sur l'innovation. Investir dans la recherche, c'est investir dans les personnes.

Dans son tout premier rapport présenté au Parlement, le Comité permanent de la science et de la recherche, composé de députés de tous les partis, a montré que le besoin de réinvestir dans la science et la recherche pour faire du Canada un chef de file en la matière est largement reconnu. Il sera nécessaire d'appuyer les chercheurs par le biais d'investissements dans les organismes subventionnaires réputés du Canada afin que le pays demeure un lieu attrayant pour les meilleurs talents.

Le gouvernement fédéral peut également réaliser d'importants investissements afin d'accroître les retombées des universités, notamment en favorisant la collaboration internationale en matière de recherche, la mobilisation des connaissances et la commercialisation pour consolider les liens entre les universités et les partenaires étrangers, le secteur privé et la société civile.

⁶ Organisation de coopération et de développement économique, « The Long Game: Fiscal Outlooks to 2060 Underline Need for Structural Reform », 2021.



Dans sa plateforme électorale de 2021, le gouvernement a pris l'important engagement de créer 1 000 chaires de recherche du Canada, tout en mettant l'accent sur l'égalité raciale et des genres. La création des nouvelles chaires doit cependant être accompagnée d'un financement fédéral suffisant pour maximiser la valeur des travaux de recherche et couvrir les coûts associés. Les investissements dans la recherche doivent également être destinés aux personnes autochtones, notamment par de nouveaux investissements dans le Programme de bourses d'études supérieures du Canada pour étudiants autochtones, le renforcement des capacités de recherche menée par des personnes autochtones, et l'élimination des obstacles grâce à l'accès au financement offert par les organismes subventionnaires.

Outiller les universités canadiennes

Les universités canadiennes se sont forgé une réputation d'excellence à l'échelle mondiale qui les rendent attrayantes pour les étudiants étrangers, tout en décernant des diplômes qui constituent le meilleur investissement possible pour les Canadiens et les Canadiennes. Par ailleurs, elles travaillent à résoudre de grands problèmes mondiaux, comme les changements climatiques.

Les universités sont fières de participer à la lutte du Canada contre les changements climatiques en menant des activités de recherche et en donnant l'exemple sur les campus. Élargir les critères d'admissibilité des programmes existants axés sur l'action climatique ou sur le financement de l'infrastructure, et faire en sorte que les universités puissent se prévaloir des nouveaux programmes aiderait le Canada à réduire davantage les émissions sur les campus ainsi qu'à protéger les collectivités, à les rendre accessibles et interconnectées.

Les universités ont applaudi l'engagement pris dans la plateforme électorale de 2021 à l'égard de la multiplication des services de santé mentale sur les campus afin de réduire les temps d'attente pour les étudiants. Le manque d'intervention rapide risque de prolonger les effets de la pandémie sur la santé mentale des étudiants, soit les chefs de file, décideurs et membres des collectivités de demain.

Conclusion

Relever les défis d'aujourd'hui et de demain a toujours fait partie de la mission des universités. En période de bouleversements, les universités canadiennes sont disposées à continuer à être des centres qui forment le talent issu de la diversité tout en assurant la prospérité future et en contribuant à résoudre les problèmes mondiaux et locaux au profit de toute la population canadienne.